

LE LUXEMBOURG 1960-2010

Les mutations structurelles des importations de biens et de services

Auteur: Guy Schuller
20 août 2012

50 ans | STATEC

Institut national de la statistique
et des études économiques

Pour pallier à l'absence de ressources naturelles et pour élargir la palette des biens et services, le Luxembourg recourt depuis son origine à l'importation. Grâce aux performances à l'exportation, la valeur totale des biens et services achetés à l'étranger a toujours été plus que compensée.

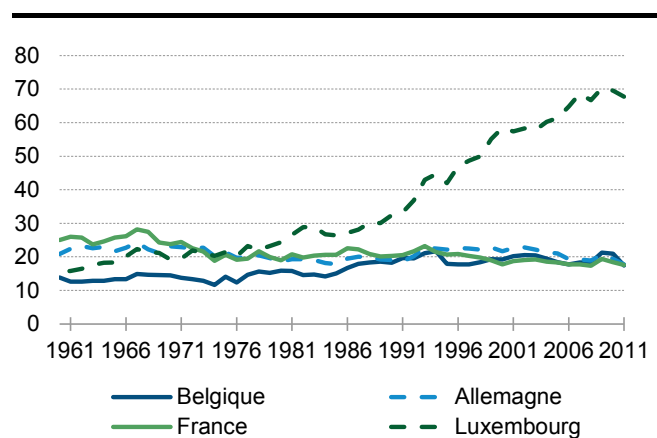
Au cours des cinq décennies sous revue, la structure à l'importation a fortement variée. Comme pour les exportations, les biens ont largement dominé au début de la période, mais depuis 1999 la valeur des importations de services dépasse celle des importations de biens.

L'Allemagne est de loin le principal pays fournisseur de biens et de services. Néanmoins pour les biens considérés isolément, la Belgique est le premier pays d'approvisionnement, alors que pour les services c'est l'Allemagne qui devance la Suisse, le Royaume-Uni et la France, la Belgique n'arrivant qu'en cinquième position.

1. Mutations entre biens et services

Au plan mondial et européen les biens couvrent – aujourd'hui, comme il y a cinquante ans – toujours plus des trois quarts des échanges internationaux de biens et de services. Cette répartition fut aussi observée au Luxembourg au cours des deux premières décennies sous revue. Toutefois, depuis la fin des années soixante-dix la part des biens s'est progressivement rétrécie, notamment sous l'effet du développement du secteur bancaire qui a aussi généré des achats substantiels de services à l'étranger. En 1988 les services ont déjà représenté 30% des importations totales de biens et de services et au cours des années suivantes le rythme de croissance des importations de services a été bien plus rapide que celui des approvisionnements en biens. En 1999 la valeur des importations de services a même dépassé celle des biens et au cours des dernières années sous revue elle a représenté près de 70% du total.

Graphique 1 : Part des services dans les importations de biens et de services du Luxembourg et des 3 pays voisins, 1960-2010 (en %)

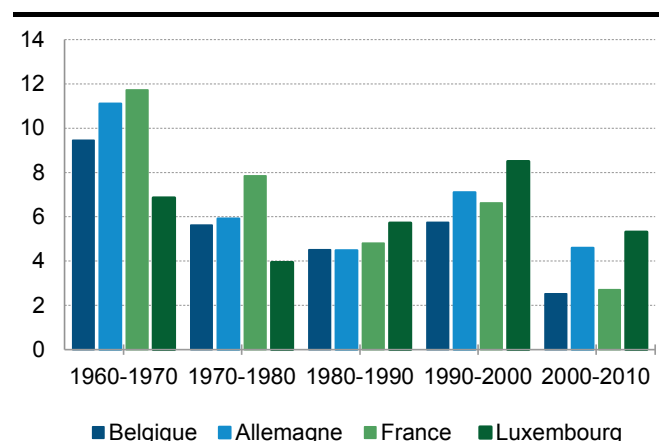


Source : AMECO base de données (UMGN, UMSN)

En revanche, dans les pays voisins le rapport entre biens (80%) et services (20%) dans le total des importations est resté quasiment identique sur toute la période considérée.

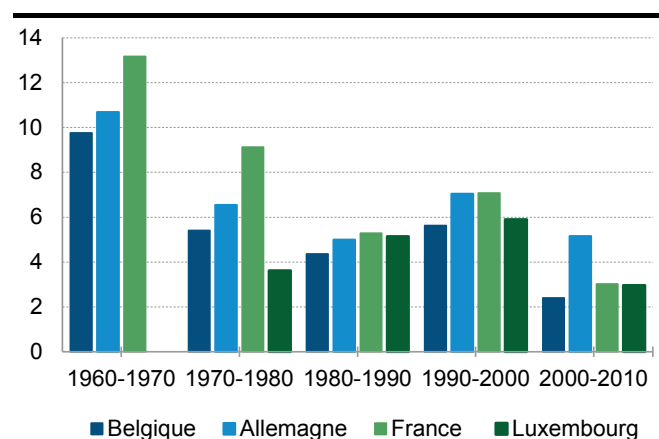
2. Rythmes de croissance divergents

En comparaison aux pays limitrophes l'évolution en volume des importations du Luxembourg est fort différente aussi bien dans le temps que par type de produit considéré. Alors que sur les 20 premières années, le Luxembourg est plutôt à la traine, le rythme de croissance du Luxembourg est, en revanche, bien plus accentué sur les trente années suivantes. Ceci est un reflet bien réel de l'évolution générale de l'économie luxembourgeoise qui a connu un véritable essor à partir des années 1980.

Graphique 2 : Rythme de croissance par décennie des importations de biens et de services (en %)

Source : AMECO base de données (OMGS)

Même si des données font défaut pour le Luxembourg pour les années 1960 lorsque l'on passe à l'analyse distincte des biens et des services, il ressort toutefois clairement des graphiques 3 et 4 que l'essentiel de la différence des rythmes de croissance à partir des années 1980 est due aux importations de services. Pour les biens les rythmes de croissance des quatre pays sont en effet bien similaires, alors que pour les services le rythme du Luxembourg dépasse de deux à trois fois celui des pays voisins.

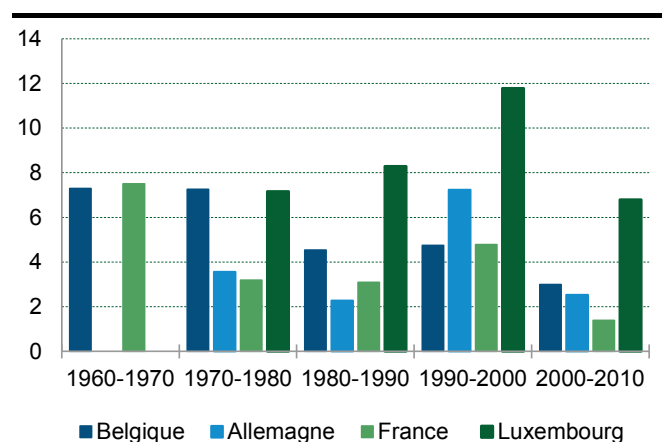
Graphique 3 : Rythme de croissance par décennie des importations de biens (en %)

Source : AMECO base de données (OMGN)

Ceci reflète sous une autre forme l'expansion très forte du secteur des services au Luxembourg dont le développement est largement tributaire de contreparties importées.

Plus récemment un rôle croissant dans ce domaine revient au secteur financier. En 2010 les importations de services financiers ont représenté plus de la moitié des importations de services. Or, près de 90% des échanges internationaux de services financiers se rapportent directement à l'activité de gestion des organismes de placements collectifs (OPC). Les recettes imputées aux détenteurs de parts d'OPC – pour la quasi-totalité des non-résidents – sont en grande partie reversées à l'étranger sous forme de commissions et de dividendes par les sociétés de conseil et de gestion d'OPC. Alors que les commissions se retrouvent au niveau des importations de services, les dividendes sont enregistrés sous la rubrique des revenus.

Cette activité – qui dégage un excédent substantiel – donne également lieu à un volume considérable d'importations. Un phénomène similaire est enregistré dans le domaine des communications.

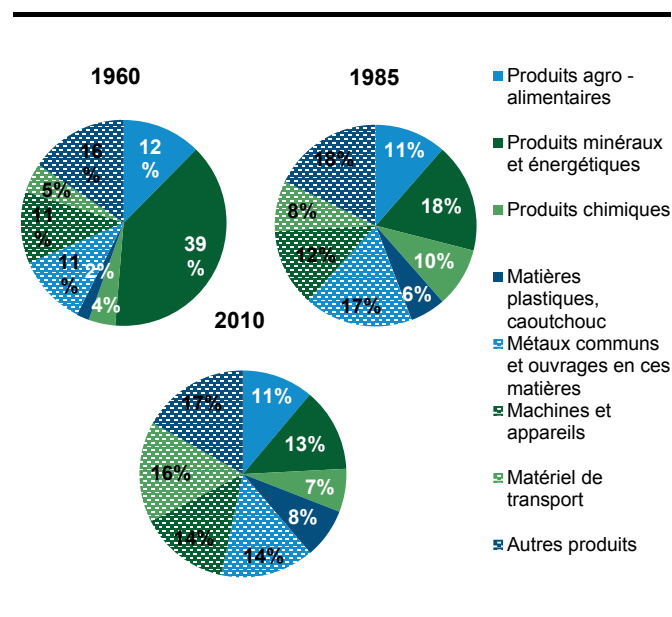
Graphique 4 : Rythme de croissance par décennie des importations de services (en %)

Source : AMECO base de données (OMSN)

3. Mutations structurelles des approvisionnements en biens

La structure des importations de biens a sensiblement changé en cinquante ans. Les produits minéraux et énergétiques – qui représentaient au début des années soixante quelque 40% des importations totales de biens – ont vu leur part se réduire à un peu plus d'un dixième, à la suite de la réduction des activités sidérurgiques et de l'élargissement de la palette des autres produits importés.

Graphique 5 : Structure par produit des importations de biens du Luxembourg, 1960, 1985 et 2010 (en %)



Source : STATEC - Statistiques Historiques 1839-1989, Commerce extérieur

Par ailleurs, tant l'intensification de la spécialisation industrielle que le fractionnement des processus de production ont entraîné – depuis le milieu des années 1980 – un accroissement sensible des importations de demi-produits. Pour la sidérurgie on note ainsi que la part des métaux passe de 11% en 1960 à 17% en 1985, avant de retomber à 14% en 2010.

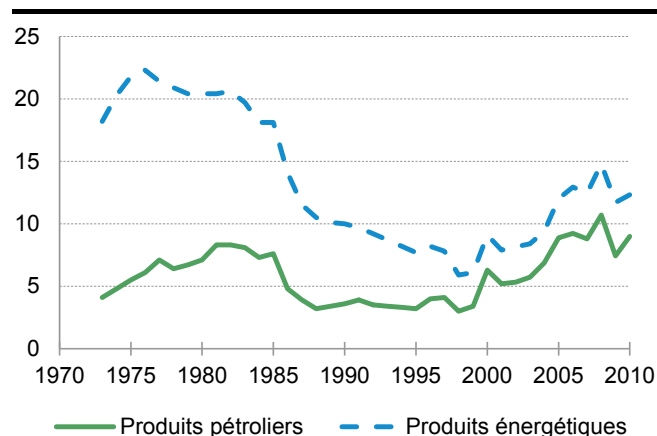
Force est également de constater les besoins accrus en biens d'équipement et en matériel de transport qui – pris ensemble – sont aujourd'hui avec 30% de loin le principal groupe de produit, contre 16% en 1960 et 20% en 1985. Deux facteurs majeurs expliquent l'essentiel de cette extension relative : d'une part les investissements dans l'industrie et dans les secteurs des services (notamment ceux des transports et de communication procédant à des investissements très lourds) et de l'autre les acquisitions de biens de consommation durables par les ménages (dont le niveau de vie s'est amélioré sensiblement au cours des dernières cinquante années).

4. L'impact des produits énergétiques et pétroliers

Au cours des années 70, les approvisionnements en produits énergétiques représentaient près d'un cinquième des importations totales de marchandises du Luxembourg. Sous l'effet de la crise sidérurgique et du contre choc pétrolier, leur part a été ramenée à quelque 10% vers le milieu des années 80.

Au cours des vingt dernières années, les produits énergétiques en général et les produits pétroliers en particulier ont vu leur part diminuer sensiblement pour atteindre leur plus bas niveau relatif en 1999, avec respectivement 6% et 3% des importations totales, comparé au seuil relatif record atteint en 1976 pour les produits énergétiques (22%) et en 1981 et 82 pour les produits pétroliers (8%).

Graphique 6 : Part des produits énergétiques et des produits pétroliers dans les importations de biens du Luxembourg, 1973-2010 (en %)



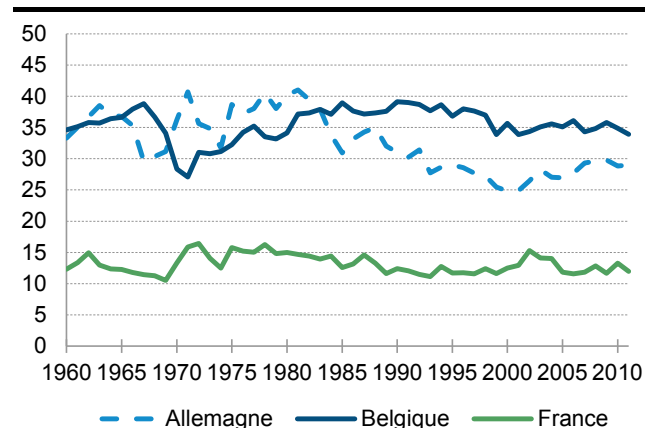
Source : STATEC

Sous l'effet de la progression continue de la consommation (en grande partie aussi par des non-résidents) et du renchérissement des produits pétroliers, la facture des importations énergétiques s'est sensiblement alourdie tout en restant jusqu'en 2010 (en termes relatifs des importations totales de marchandises) nettement en retrait des années 70 et 80. A la suite de la flambée des prix pétroliers à partir de 2004, les approvisionnements à l'étranger en énergie ont atteint en 2010 plus de 12% de la valeur totale des importations de marchandises et les produits pétroliers quelque 9%.

5. Une concentration sur les pays limitrophes

Sur l'ensemble de la période sous revue, l'Allemagne et la Belgique ont en moyenne assuré environ les deux tiers des importations totales de biens du Luxembourg. Alors que les parts étaient plutôt égales lors de la première moitié de la période, la part de la Belgique a toujours dépassé celle de l'Allemagne au cours de la seconde période.

Graphique 7 : Part des pays limitrophes dans les importations de biens du Luxembourg, 1960-2010 (en %)



Source : STATEC

Deux facteurs expliquent essentiellement la prédominance de la Belgique : le phénomène des représentations générales et le rôle des produits pétroliers. Pour ce qui est du premier facteur il convient

de prendre acte du fait que beaucoup de produits importés par le Luxembourg ne proviennent pas directement du pays d'origine, mais sont livrés par les représentants généraux pour l'UEBL (Union économique belgo-luxembourgeoise) établis en Belgique. Dans une optique d'origine (et non pas de provenance), la Belgique passe derrière l'Allemagne qui livre peu de produits d'origine tierce.

Par ailleurs, le Luxembourg s'approvisionne pour une majeure partie des importations de pétrole en Belgique. Les produits minéraux et énergétiques fournis par la Belgique représentent ainsi plus de 70% des importations totales de ce groupe de produits. De ce fait, il est de loin le principal groupe pour couvrir à lui seul plus d'un quart des livraisons en provenance de la Belgique. Dès lors que l'on écarte ce produit de l'analyse par pays, l'Allemagne devient le premier pays à l'importation.

Du côté des importations de services la situation est bien différente. La Belgique n'arrive qu'en cinquième position et la France qu'en quatrième. L'Allemagne est bien le premier pays fournisseur – mais sa part est avec 14% en 2010 nettement plus modeste que pour les biens (30%). En deuxième et troisième places nous trouvons la Suisse et le Royaume-Uni en raison de leur position bien forte dans le secteur financier.